

Et si Trump était devenu la norme ?

- ▶ L'effet « Trump » n'y est pas pour rien : les populistes ont le vent en poupe !
- ▶ Tous semblent interpréter leur élection comme un chèque en blanc signé par le peuple. Chacun parle « cash ».
- ▶ Jusqu'à frapper de ringardise les démocrates sourcilleux ?

Le populisme de Donald Trump est-il plus stylistique que substantiel ? Au bout de trois semaines de règne à peine, cette question oiseuse qui flotta au-dessus de toute la campagne électorale américaine, ne se pose plus. Élu sur un programme de rupture, l'homme tient ses promesses politiques tout en restant lui-même. Le quarante-cinquième président des États-Unis, le ci-devant candidat à l'investiture républicaine et le Néron de la télé-réalité – qui engageait ou virait en direct, pouce levé ou abaissé, des candidats au terme d'un entretien d'embauche trash – ne forment qu'un.

Le phénomène pourrait être mis sur le compte d'un certain folklore américain et réglé d'un pincement de nez s'il ne s'agissait de l'homme le plus puissant du monde. Et si l'Europe et ses imposants faubourgs – Russie ou Turquie, par exemple – n'étaient touchés, à des degrés variables, par des phénomènes similaires. Sous nos cieux mêmes, la récente enquête « Noir-Jaune-Blues », diligentée par *Le Soir*, a révélé que 70 % de la population appelait de ses vœux l'émergence d'un « pouvoir fort » !

Et si les démocraties traditionnelles étaient en passe d'être reléguées au magasin des accessoires, rayon « vestiges d'un passé discutaillieux » ?

Et si « Trump » était désormais la norme ?

Un air de famille

La démocratie est bonne fille. Donald Trump, Jaroslaw Kaczynski, Viktor Orban, Recep Tayyip Erdogan ou Vladimir Poutine ont tous jailli des urnes. Et si tous ne sont pas « techniquement » des populistes – certains sont nationalistes, ou des conservateurs portés par une vision religieuse traditionnelle – tous ont, dans la rhétorique et dans le style de gouvernement, ce point commun avec le populisme qu'ils se

réclament de cette démocratie. Aussi auto-crates soient-ils dans leurs actes.

« Ils se présentent même comme les authentiques porte-parole de leur nation, de leur peuple, d'une majorité silencieuse, de la vraie volonté populaire, opine Vincent de Coorebyter, professeur de philosophie sociale et de politique contemporaine à l'ULB. Ce ne sont pas des fascistes, des dictateurs ou des théocrates assumés. C'est au nom de la démocratie qu'ils maltraitent la démocratie, ce qui rend notre jugement d'autant plus délicat à poser, car on se laisse malgré tout impressionner par leur rhétorique et par ce qui subsiste de mécanismes réellement démocratiques dans leur pays : un parlement, des élections plus ou moins régulières, qui ne permettent pas de dire qu'on a affaire à des dictatures. »

Tous interprètent par ailleurs le vote majoritaire qui les a portés au pouvoir comme une sorte de plébiscite, reçu du peuple tout entier. « C'est déjà une première déformation de la réalité, note

Vincent de Coorebyter. *Un authentique démocrate reconnaît la légitimité du point de vue de ses opposants, comme celui de la société civile. Il sait qu'une majorité n'est pas une unanimité et que le mandat qu'il a reçu pour gouverner est borné par un certain nombre de règles constitutionnelles et autres, qu'il convient de respecter scrupuleusement. Ici, on a affaire à des dirigeants qui fonctionnent tout à l'inverse. »*

Le syndrome de la *tabula rasa* est un autre marqueur du populisme d'État. On défait, on casse ce que les prédécesseurs avaient bâti, interprétant à nouveau la victoire électorale comme une sorte de chèque en blanc, alors que le principe démocratique élémentaire de continuité des institutions interdit ce mouvement

de balancier brutal.

Enfin, les « hommes forts » précités – et Trump est un cas d'école en la matière – ne sont pas disposés à passer sous les fourches caudines des corps constitués. Ils entendent agir vite et frapper fort et se cabrent face à tout ce qui se dresse devant leur volonté. La presse et l'opinion publique elle-même, la fameuse *vox populi* dont ils affirment pourtant avoir l'oreille, sont dénigrées – voire muselées – dès lors que des mouvements de protestation se font jour.

MARCEL GAUCHET

« On observe, chez Trump comme chez les autres, un même style, un mode de gouvernement très particulier qu'on peut résumer en deux termes essentiels : brutalité et mépris », résume le Pr de Coorebyter.

De quoi Trump est-il le nom ?

Comment de tels « phénomènes » arrivent-ils à leurs fins ? Il convient d'emblée d'écarter l'hypothèse d'accidents de l'histoire. Toutes les situations sont particulières mais chacune plonge ses racines dans un terreau ancien et profond.

Ainsi, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et ses premiers édits ne peuvent faire l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel d'azur

qu'auprès de ceux qui ont pris le train en marche un certain 20 janvier 2009, lors de la prestation de Barack Obama.

Sans remuer outre mesure la poussière des vieux grimoires, il n'est pas inutile de rappeler que la longue et tumultueuse histoire américaine fourmille, tout comme celle des pays européens, d'éclats de générosité autant que de réactions nativistes et xénophobes. Dès 1798, alors que son immense pays était encore à peupler, le deuxième président des États-Unis, John Adams, ratifia, les « Alien and Sedition Acts ».

Il y était question de prolonger la durée de la résidence requise à 14 ans pour qui voulait devenir américain, d'autoriser le président à expulser n'importe

quel étranger résident considéré comme « dangereux à la paix et à la sûreté des États-Unis » ou dont le pays d'origine

entraîné en guerre contre l'Amérique et d'ériger en crime le fait d'éditer des « écrits faux, scandaleux, et malveillants » contre le gouvernement ou ses fonctionnaires.

Pour revenir en 2017, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump peut s'expliquer par une série de paramètres socio-économiques, qui traversent la plupart des économies en mutation. Il convient de les prendre au sérieux si l'on veut comprendre l'attrait exercé par le nouveau président et ses clones européens. Et, peut-être, se résoudre à les souffrir aussi longtemps que ce moment historique dont ils sont l'expression n'aura pas été dépassé.

« L'élection de Trump est le résultat à long terme des décisions prises par Reagan et les gens qui l'inspiraient, c'est-à-dire la domination du capital financier, l'abandon de pans entiers de l'industrie, considérés comme insuffisamment rentables, et le développement de cette espèce d'individualisme possessif qui a conduit à l'absence de grands programmes sociaux, de grandes solidarités - qui autrefois caractérisaient l'Amérique, contrairement à ce qu'on imagine », explique l'historien français Alexandre Adler, auteur de *La chute de l'empire américain*, publié récemment chez Grasset.

Cette induction recoupe en partie l'analyse de la situation européenne du philosophe Jean-Marc Ferry, titulaire de la chaire de philosophie de l'Europe à l'université de Nantes, dans l'interview publiée ci-contre.

« Il faut éviter de psychologiser, affirme Vincent de Coorebyter. Tous ces leaders populistes ne sont pas arrivés au pouvoir parce qu'ils avaient une sorte de "névrose porteuse". Ils sont l'incarnation de certains intérêts et de mouvements d'opinion qui sont très fortement ancrés dans notre société. C'est cela qui, non seulement leur ouvre les portes au pouvoir, mais construit leur arrogance et leur brutalité. »

La victoire d'un Donald Trump sur une Hillary Clinton ne devrait donc rien au hasard - ce *deus ex machina* censé rompre en une seconde les programmes les mieux conçus et les ambitions d'une vie. Selon Vincent de Coorebyter, les leaders populistes vivent dans des réseaux de sociabilité idéologique, d'intérêts économiques qui ne cessent de les confirmer dans leur ligne et, en quelque sorte, de les envoyer en avant-garde pour réaliser ce qu'on attend d'eux.

« Je ne pense pas seulement à des intérêts économiques, mais aussi des intérêts idéologiques, religieux, nationalistes, des tendances souvent archaïques - religion ou grandeurs nationales, perdues, comme en Hongrie ou en Turquie, etc. - qui font un retour assez spectaculaire dans un certain nombre de pays, précise-t-il. C'est tout cela qui sous-tend leur autoritarisme et leur brutalité. Ce ne sont pas des solitaires. Et ils ne sont pas aussi fragiles qu'on pourrait le penser si on mesure simplement leur légitimité au nombre de votes obtenus ou à l'acceptation populaire de leur décision. Ils sont solidement adossés à une société civile, religieuse, économique ou militaire parfois, qui les porte en permanence. »

La démocratie en péril ?

Le système démocratique parlementaire qui, bon gré mal gré, régissait le monde occidental depuis la fin de la Deuxième guerre, et tendait même à se propager à travers le monde, est-il en péril ? La tentation totalitaire a-t-elle regagné la bataille des idées ? Assiste-t-on à un retournement de logiques et de tendances historiques ?

S'il se passe indéniablement quelque chose d'inquiétant, l'historien français Marcel Gauchet, auteur, chez Gallimard, d'une somme sur la démocratie libérale, *L'avènement de la démocratie*, veut toutefois garder la tête froide. « Rassurons-nous : le fonctionnement de

la démocratie représentative ou parlementaire est en cause mais pas son principe, soutient-il. Personne ne parle de mettre autre chose à la place. C'est tout de même un garde-fou très important. Le sentiment général, je crois, qui est propre à une grande partie des populations dans toutes les démocraties occidentales, c'est d'une part d'avoir perdu le contrôle de la vie collective, de vivre dans une société que personne ne maîtrise plus, et d'autre part, le sentiment de ne plus avoir de leviers politiques par rapport à ces situations. C'est ce qui est le plus angoissant en fait, parce que tant qu'on a le sentiment qu'il

il y a une réponse politique possible, ne serait-ce qu'un instrument - on peut chasser des gouvernements qu'on estime insuffisants et on mettra d'autres qui sauront faire... Mais là, c'est l'instrument lui-même qui manque. »

Vincent de Coorebyter opine. « Je ne crois pas qu'il y ait, en Europe de l'Ouest, une volonté populaire un tant soit peu majoritaire de balayer la démocratie, affirme-t-il. Même les électeurs de Marine Le Pen ne me paraissent pas du tout être des admirateurs de la dictature, très loin de là. Ils veulent un gouvernement plus fort et plus autoritaire, pour mener des politiques qui les rassurent et qui leur conviennent mieux, avec des relents xénophobes de disqualification de groupes sociaux entiers qui sont particulièrement choquants et redoutables. Mais, s'il n'y a pas une aspiration globale à quitter la démocratie, il y a une aspiration forte à un autre type de gouvernance au sein de la démocratie. Et là, il y a un vrai danger ! » ■

WILLIAM BOURTON

l'expert « Il y a un sentiment d'injustice, d'iniquité »

Comment expliquer la montée des populismes, un peu partout en Europe ? La question est d'autant plus brûlante que des scrutins capitaux se profilent : aux Pays-Bas, en mars ; en France, en avril-mai ; en Allemagne, à l'automne. Nous avons interrogé Jean-Marc Ferry, titulaire de la chaire de philosophie de l'Europe à l'université de Nantes.

Comment analysez-vous la montée des populismes, un peu partout en Europe ?

C'est un phénomène que je relierais à la mondialisation – sans dire que « c'est de la faute de la mondialisation ». Sous deux rapports. D'une part, on a passé l'époque de la mondialisation heureuse : celle qui nous promettait tous les avantages. Parce que, pour dire les choses très simplement, la mondialisation, c'est quand même la dé-protection commerciale, laquelle induit une dé-protection sociale, par des mécanismes qui sont liés à l'ouverture des frontières économiques et des frontières tout court. Cette dé-protection sociale, c'est aussi ce qu'on reproche à l'Union européenne : ne pas avoir tenu sa promesse de protéger non seulement les individus, mais aussi, fondamentalement, ces synthèses que représentent les États nationaux, qui sont quand même les cadres par excellence, qui ont fait leurs preuves, pour l'intégration politique.

Et puis en même temps, cette mondialisation s'accompagne de moyens d'expressions nouveaux : les réseaux numériques, qui font monter en puissance des aspects méconnus de l'opinion, en contournant les grands médias de masse classiques. C'est la sociologue allemande Elisabeth Noelle-Neumann qui avait mis en exergue cette idée qu'elle appelle « la spirale du silence » – avec le thème connexe de « la majorité silencieuse ». C'est l'idée d'une opi-

nion latente qui préfère se taire parce qu'elle n'est pas en phase avec l'opinion publique dominante, mise en lumière par les instituts de sondage. A cela s'ajoute, sans entrer dans les théories du complot, que toutes les grandes instances de l'« opinion publique » – les grands leaders d'opinions, les grands médias, les instituts de sondage... – participent de ce que l'on pourrait appeler la « raison publique », qui représente tout ce qui est autorisé de dire publiquement. Et par contre-coup tout ce qui n'est pas autorisé de dire publiquement. Du simple fait de l'existence de cette raison publique – qui est parfois stigmatisé par l'expression de « politiquement correct » – il s'exerce de fait une censure. Ce qui est vécu par les gens qui adhèrent aux leaders populistes, c'est qu'ils se sentent victimes de censure. Aujourd'hui, les orientations entre guillemets « scandaleuses » – dans la mesure où elles sont xénophobes, racistes, plus ou moins sectaires – qui sont souvent en réaction contre la mondialisation, accèdent à l'existence sociale grâce aux réseaux numériques.

Ces orientations « scandaleuses » montent en puissance politique, jusqu'à consacrer des leaders qui représentent une planche de salut et une liberté aux yeux des gens qui se

sentent menacés, précarisés et censurés par la

raison publique.

Nous étions pourtant fondés à penser qu'avec les progrès de la civilisation, de l'éducation, après l'histoire tragique de l'Europe, nous avons formé une sorte d'ethos universaliste...

Il nous faut peut-être faire preuve d'un peu de compréhension et de compassion. Nous sommes dans une période socialement difficile – très largement en raison de la mondialisation, mais pas seulement. Si on prend le cas de l'Europe, elle est dans une situation difficile parce qu'elle est institutionnellement bloquée sur le plan économique. L'état actuel du système de la zone euro est générateur

à la fois de stagnation économique et de régression sociale. On a le choix entre un taux de pauvreté élevé et un taux de chômage élevé... C'est un système absurde, proprement antiéconomique et qui explique le sentiment de précarité. Ce sentiment d'insécurité sociale et publique – car à tout cela s'est ajouté le terrorisme – fait que les « petites gens », si vous me permettez cette expression, ont le

sentiment qu'il y a une sur-sollicitation des services élémentaires de l'État – l'éducation, la santé, la police, la justice, etc. Ils refusent dès lors avec énergie que l'on élargisse le partage de ces ressources à des étrangers. Parce qu'ils sentent qu'ils ne sont plus protégés et ont l'impression que ces ressources élémentaires qui font l'intégration sociale et politique, elles se dérobent. C'est un phénomène très grave, qu'il s'agit de comprendre : peut-on demander à des gens qui sont au seuil de la détresse d'élargir leur conscience de solidarité civique ?...

Quelle est votre réponse ?

C'est totalement impossible et irréaliste. L'essentiel du discours du Front National en France, et de ses équivalents en Europe, c'est « préférence nationale » : ne pas saturer le système national de prestations, garder pour soi les ressources de services de l'État.

Tant qu'on n'aura pas répondu à ce problème-là, on ne pourra pas demander un effort de générosité ou un surcroît de solidarité. Si on prend vraiment au sérieux le destin de nos sociétés, c'est la responsabilité même que de considérer la souffrance qui explique, sinon justifie, la montée des populismes. Il faut prendre ce problème à bras-le-corps, plutôt que de prendre des airs indignés et toutes ces tartuferies que nous connaissons.

Comment en sortir ?

Il faut envisager autrement ce que certains considèrent comme une

forme de dépassement de l'État national. Quelle est la véritable signification du projet européen ? Est-ce que c'est véritablement mettre fin à l'intégration nationale ? Est-ce que c'est mettre fin aux souverainetés étatiques ? La réponse est « non » ! Je considère que la tâche princeps de l'Europe, c'est la préservation des États, des identités nationales avec les cultures nationales et les souverainetés des peuples et des États. Et c'est d'organiser la coordination des politiques publiques – les États restant souverains – et la

concertation entre les dirigeants de ces États. Il faut réaliser une intégration horizontale qui ne supprime pas verticalement la souveraineté et qui ne réalise pas non plus un melting-pot culturel à l'américaine. Si l'on veut exorciser le discours identitaire et le discours souverainiste, on doit faire droit à la réclamation d'identité nationale culturelle et de souveraineté étatique et populaire. C'est ça le schéma difficile. C'est ce à quoi je m'applique, théoriquement. ■

**Propos recueillis par
W. B.**